

**Unité départementale Aube/Haute-Marne**

Troyes, le

Nos réf. : SAU/PFM/SP n° 23-367

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 5 mai 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Tony DUPONT**

5 rue d'Herbe  
10140 Unienville

Code AIOT : 0100021287

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mai 2023 dans l'établissement Tony DUPONT implanté Parcelle : 000 / OC / 0118, 0119, 0219 10140 Unienville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Tony DUPONT
- Parcelle : 000 / OC / 0118, 0119, 0219 10140 Unienville
- Code AIOT : 0100021287
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée consiste en une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) illégale

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Illégaux/Nature propre

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nomenclature des installations classées (rubrique 2760 2b)	Code de l'environnement, article R511-9 (annexes)	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une importante quantité de déchets stockés.

Ce site consiste en une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) non autorisée.

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nomenclature des installations classées (rubrique 2760 2b)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R511-9 (annexes)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Défaut d'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité à la nomenclature des installations classées
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées s'est rendu sur site accompagné d'un agent de l'OFB et a constaté la présence de déchets inertes, de bois, de ferraille et de déchets verts.</p> <p>Ces déchets sont disposés de manière à recouvrir la forêt en contre bas (plus de 3 mètres), afin de gagner de la surface sur la hauteur du terrain.</p> <p>Sollicitée par l'inspection des installations classées, l'Office Français de la Biodiversité explique que l'installation est exploitée par un particulier ayant déjà été sommé de s'expliquer sur cet aménagement.</p> <p>Sollicité par l'inspection des installations classées à la suite de la visite, l'exploitant répond de manière évasive quant à la provenance de ces déchets, à l'utilisation des parcelles concernées, et à l'éventuelle détention d'une autorisation d'urbanisme.</p> <p>Ainsi, cette situation caractérise l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND, rubrique 2760-2b de la nomenclature des installations classées).</p> <p>L'exploitant n'ayant pas déposé de dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) et ne possédant pas d'arrêté d'autorisation, cette installation est illégale.</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative, soit en déposant un dossier d'autorisation soit effectuant une cessation d'activité sous 6 mois.</p> <p>Dans l'attente qu'il soit statué sur sa situation, l'exploitant cesse immédiatement tout apport de déchet sur son installation et met en place une clôture de son installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois